



MARCHES DE L'OFFICE NATIONAL DES FORÊTS

MARCHE D'ACHAT DE PRESTATIONS DE SERVICES

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES ET TECHNIQUES PARTICULIERES (CCATP)

MARCHE A PROCEDURE ADAPTEE

(passé en application des articles L.2113-10 et R.2113-1, L.2123-1 et R.2123-1 du Code de la commande publique)

MARCHE PONCTUEL SIMPLE n° 2025-8365-001

Surveillance, gardiennage et sécurité

Objet de la consultation

Le présent marché a pour objet la surveillance, le gardiennage et la sécurité du domaine de Bombannes (Gironde 33) situé en forêt domaniale et géré par l'Office National des Forêts.

Pouvoir adjudicateur

Office National des Forêts
Direction territoriale Centre Ouest Aquitaine
Agence Landes Nord Aquitaine
9 Rue Raymond Manaud
33520 Bruges

Personne signataire du marché

La personne signataire du marché est M. Sébastien GENDRY, le Directeur par intérim de l'Agence Landes Nord Aquitaine de l'Office National des Forêts.

SOMMAIRE

1. IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR.....	3
1.1. POUVOIR ADJUDICATEUR	3
1.2. PERSONNE SIGNATAIRE DU MARCHÉ	3
1.3. PERSONNE HABILITÉE À DONNER LES RENSEIGNEMENTS PRÉVUS AUX ARTICLES R.2191-60 ET R.2191-61 DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE (NANTISSEMENTS OU CESSIONS DE CRÉANCES).....	3
1.4. SERVICE AUPRÈS DUQUEL DES RENSEIGNEMENTS D'ORDRE JURIDIQUE, ADMINISTRATIF OU TECHNIQUE PEUVENT ÊTRE OBTENUS	3
1.5. COMPTABLE ASSIGNATAIRE DES PAIEMENTS	3
2. OBJET – DISPOSITIONS GÉNÉRALES	3
2.1. OBJET DU MARCHÉ.....	3
2.2. PROCÉDURE	3
2.3. CLASSIFICATION CPV.....	3
3. CARACTÉRISTIQUES DE LE MARCHÉ	4
3.1. FORME DU MARCHÉ	4
3.2. DURÉE ET PRISE D'EFFET DU MARCHÉ	4
3.3. PRESTATIONS SIMILAIRES	4
3.4. VARIANTES ET/OU PRESTATIONS SUPPLÉMENTAIRES ÉVENTUELLES (PSE).....	4
3.5. PRESTATIONS NON PRÉVUES	4
3.6. LIMITATION DANS LA CRÉATION DES NOUVEAUX PRIX	5
3.7. CADRE D'INTERVENTION	5
3.8. DESCRIPTIF DES PRESTATIONS	6
3.9. CONTRAINTES TECHNIQUES	7
3.10. CONTRÔLE DES PRESTATIONS	8
3.11. OBLIGATIONS GÉNÉRALES DU TITULAIRE	8
4. DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHÉ	9
5. CONDITIONS GÉNÉRALES D'EXÉCUTION DU MARCHÉ.....	10
6. PRIX ET MODALITÉS DE RÈGLEMENT	10
6.1. UNITÉ MONÉTAIRE.....	10
6.2. FORME ET CONTENU DES PRIX.....	10
6.3. INDEMNISATION	10
6.4. VARIATION DANS LES PRIX	10
6.5. MODALITÉS ESSENTIELLES DE PAIEMENT	10
7. PÉNALITÉS.....	12
7.1. MODALITÉS DE MISE EN ŒUVRE.....	12
7.2. RETARD IMPUTABLE À L'ONF	12
7.3. PÉNALITÉS POUR NON-CONFORMITÉ DES FORMALITÉS RELATIVES AU TRAVAIL DISSIMULÉ.....	12
8. DROIT, LANGUE.....	12
9. PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL	13
9.1. TRAVAILLEURS ÉTRANGERS	13
9.2. TRAVAIL CLANDESTIN	13
9.3. TRAVAILLEURS D'APTITUDES PHYSIQUES RESTREINTES	13
9.4. PIÈCES ET ATTESTATIONS À FOURNIR.....	13

1. IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR

1.1. Pouvoir adjudicateur

Le pouvoir adjudicateur est l'Office National des Forêts, Direction Territoriale Centre Ouest Aquitaine / Agence Territoriale Landes Nord Aquitaine, établissement public à caractère industriel et commercial, immatriculé sous le numéro unique d'identification SIRET 662 043 116 03020 dont le siège est 9 Rue Raymond Manaud 33520 Bruges.

1.2. Personne signataire du marché

La personne signataire du marché est M. Sébastien GENDRY, le Directeur par intérim de l'Agence Landes Nord-Aquitaine 9, rue Raymond Manaud – 33524 BRUGES Cedex.

1.3. Personne habilitée à donner les renseignements prévus aux articles R.2191-60 et R.2191-61 du code de la commande publique (nantissements ou cessions de créances)

La personne habilitée à donner les renseignements est M. Max BUZAT Directeur financier Direction territoriale Centre Ouest Aquitaine 100 Bd de la Salle 45760 Boigny sur Bionne. Email : max.buzat@onf.fr

1.4. Service auprès duquel des renseignements d'ordre juridique, administratif ou technique peuvent être obtenus

La personne habilitée à donner des renseignements d'ordre juridique ou administratif est : Mme Yamina KECHEROUD Responsable territorial Achat 9 Rue Raymond Manaud 33520 Bruges – yamina.kecheroud@onf.fr

La personne habilitée à donner des renseignements d'ordre technique est : M. Enzo DOS SANTOS, Technicien forestier territorial 06 98 68 92 13 enzo.dos-santos@onf.fr

Commenté [ND1]: MR DOS SANTOS ENZO

1.5. Comptable assignataire des paiements

Le comptable assignataire des paiements est l'Agent Comptable Secondaire au siège de la direction territoriale.

2. OBJET – DISPOSITIONS GENERALES

2.1. Objet du marché

Le présent marché a pour objet la surveillance, le gardiennage et la sécurité du domaine de Bombannes (Gironde 33) situé en forêt domaniale et géré par l'Office National des Forêts.

La mission confiée portera sur : l'accueil, l'orientation l'encadrement la médiation et la sécurité y compris la prévention incendie dans la forêt domaniale de Bombannes au niveau du point d'accueil (présence d'un agent à l'entrée pour surveillance des entrées et sur les parties communes (rondes de nuit de surveillance)

L'exécution de ce marché est régie par le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de Fournitures Courantes et Services (CCAG-FCS 2021) issu de l'arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services (NOR: ECOM2106868A publié au JO du 1er avril 2021).

2.2. Procédure

Il s'agit d'un marché à procédure adaptée passé en application des articles L.2123-1 et R.2123-1 du code de la commande publique.

2.3. Classification CPV

La référence à la nomenclature communautaire (nomenclature CPV) est la suivante :

75240000	Service de sécurité et d'ordre public
75250000	Service d'incendie et de secours
79713000-5	Service de gardiennage

3. CARACTERISTIQUES DE LE MARCHE

3.1. Forme du marché

1.1.1. Décomposition en lots

Il s'agit d'un marché ponctuel composé d'un seul lot car il ne permet pas l'identification de prestations distinctes

1.1.2. Modalités d'attribution du marché

Le marché est attribué à un seul et même soumissionnaire.

3.2. Durée et prise d'effet du marché

Les prestations devront commencer le samedi 28 juin 2025.

Le marché est conclu pour un an à compter de sa date de notification. Il est renouvelable par tacite reconduction, par période d'une année.

En cas de non-reconduction, le pouvoir adjudicateur notifiera sa décision au titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception, 2 (deux) mois avant la fin de l'année contractuelle en cours. Toutefois la durée totale du marché ne pourra pas excéder 4 (quatre) ans.

Le titulaire ne peut refuser la reconduction du marché.

3.3. Prestations similaires

En cas de besoin, le pouvoir adjudicateur pourra passer un marché ayant pour objet la réalisation de prestations similaires (art R.2122-7 du code de la commande publique).

3.4. Variantes et/ou prestations supplémentaires éventuelles (PSE)

Il n'est pas proposé de prestations supplémentaires éventuelles.

Les variantes sont autorisées sur la partie organisation (voir article 3.7.4 du CCATP).

3.5. Prestations non prévues

Dans le cas où des prestations autres que celles prévues dans le bordereau des prix unitaires (BPU) initial s'avèraient nécessaires, les nouveaux prix afférents seront créés par assimilation à ceux existants et aux mêmes conditions que celles de l'offre de base.

Dans le cas où ces prestations ne pourraient faire l'objet d'une telle assimilation, le titulaire devra proposer, avec justifications détaillées et devis à l'appui, ses nouveaux prix au pouvoir adjudicateur. Après contrôle, les parties arrêteront définitivement les nouveaux prix aux mêmes conditions que celle de l'offre de base.

Les nouveaux prix correspondants seront créés par une modification du BPU. Ces nouvelles prestations pourront être commandées par l'émission de bons de commande, qui pourront servir de base à la facturation d'autres fournitures futures similaires.

Le BPU sera modifié en conséquence.

Il en sera de même si pour des circonstances particulières, le représentant du pouvoir adjudicateur sollicite un besoin supplémentaire. Un ordre de service sera adressé au titulaire en ce sens, en précisant les besoins supplémentaires liés à la prestation de base.

3.6. Limitation dans la création des nouveaux prix

Les nouveaux prix pourront être créés dans la limite des 20% du nombre total des lignes du BPU pour la durée du marché et dans le respect des montants maximums du marché. Au-delà de ce pourcentage, une modification du marché devra être conclue pour toute nouvelle création de prix, dans le respect du code de la commande publique.

3.7. Cadre d'intervention

3.7.1. Périmètre

Le périmètre d'intervention se situe sur les « espaces communs » de la forêt domaniale de Bombannes à l'exclusion des zones « privatives » concédées (campings et zones d'hébergement, zones d'activités sportives... dont la surveillance est sous la responsabilité de chaque concessionnaire).
(Voir plans joints en annexe parties communes + zones U7-U8 non concédées à l'heure actuelle).

3.7.2. Descriptif du site

Le site de Bombannes est un domaine privé de l'Etat de 200 hectares gérés par l'Office national des forêts (ONF). Celui-ci est ouvert au public en journée. Le stationnement des véhicules en dehors des espaces autorisés est interdit de 01h à 6h du matin. Cette fermeture est réalisée par l'ONF sur l'entrée unique du domaine.

L'ONF propriétaire des lieux héberge plusieurs concessionnaires : Village nautique et campings UCPA , hébergement CEVEO, camping Hutoppia, supérette Vival, plusieurs associations sportives (Cercle de voile, ski nautique, fronton).

Le public accueilli est composé principalement de vacanciers, familles, groupes d'amis, colonie de vacances. Le site propose des activités sportives, de loisirs, d'hébergement et de restauration.

3.7.3. Description des missions

Les Agents de Prévention et de Sécurité (APS) pourront intervenir sur les aspects suivants liés à la sécurité incendie sur le domaine boisé de Bombannes :

- appliquer les règles élémentaires de prévention et délivrer les messages de sensibilisation,
- donner l'alerte et accueillir les secours,
- intervenir sur un début d'incendie
- porter assistance aux personnes et contribuer en lien avec l'ONF et les services de secours à assurer le cas échéant l'évacuation du public. (Connaître les lieux de rassemblement et le plan d'évacuation).

3.7.4. Période d'intervention

La mission porte sur de la surveillance en période estivale sept jours sur sept de 22H00 à 6H00 du matin de fin juin soir jusqu'au 1^{er} septembre matin ainsi que les deux premiers week-ends de septembre du vendredi soir au lundi matin soit une durée approximative de 71 nuits dont 12 dimanches et 2 jours fériés pour un volume horaire total maximal de 1136h sur la base de 2 APS.

Les plages horaires seront les suivantes :

- surveillance des entrées à l'accueil du domaine par les agents de sécurité présent
De 22 H à 00 H, de 2H à 3H et de 5H à 6H soit 8 h par nuit
- ronde de surveillance du domaine par les agents de sécurité sur les espaces communs
De 00H à 2 H et de 3H à 5H soit 8 h par nuit.

Nous laissons la possibilité au postulant de nous proposer une autre forme d'organisation qui satisferait l'objectif, à savoir la sécurisation du site. Cette proposition devra être validée par l'ONF.

3.8. Descriptif des prestations

3.8.1.Cahier des charges fonctionnel / résultat à atteindre

Une visite sur le site sera organisée afin de vous permettre de calibrer votre offre.

Le prestataire devra rendre compte auprès de l'ONF sans délai de toute difficulté liée à l'exécution de sa mission, des absences éventuelles de son personnel et prendra toutes les dispositions pour y remédier dans les meilleurs délais. Il devra désigner une personne responsable de l'équipe qui sera l'interlocuteur unique à contacter pendant toute la durée du marché.

Il sera tenu de fournir la liste des personnels affectés à la prestation avant son début. Un planning mensuel individuel sera remis en début de chaque mois.

Les personnels de surveillance devront être clairement identifiables par le public lors de tous leurs contrôles-port d'un uniforme au nom de la société, carte professionnelle matérialisée (badge), véhicule marqué non banalisé.

Les prestations et interventions attendues du prestataire sont les suivantes :

- accueil et orientation des usagers du domaine à l'entrée, filtrage nocturne des entrées (vérification des badges apposés sur les pare brises des véhicules des personnes hébergées)
- encadrement, médiation sur les comportements suspects ou à risques ou de nature à troubler la quiétude des lieux ou à causer des dégradations aux équipements et aux milieux, maintien de la sécurité y compris la prévention incendie (prévention et sensibilisation sur les attitudes à risque)
- constatation et intervention/médiation concernant les interdictions en vigueur sur le domaine : apport de feu, bivouac, stationnement de tous véhicules interdits en dehors des emplacements concédés de 01 H à 6 H.
- signalement des faits et alerte rapide des services compétents en cas de danger avéré (services de police/gendarmerie, pompiers, et information de l'ONF), prise des 1ères mesures préventives d'attente (rappel des n° d'urgence : Police le 17, sapeurs-pompiers le 18, SAMU le 15)
- consignation quotidienne sur une main courante qui peut être électronique des faits, horaires, personnes et services contactés, à transmettre à minima en fin de mois à l'ONF pour rendre compte de la prestation et mieux en appréhender la consistance. La main courante comportera le nom, prénom et signature de chaque agent présent sur le site (rapports du planton et du rondier). Un point pourra être fait entre temps avec le technicien local ONF, en particulier pour des faits nécessitant des mesures préventives, correctives ou des interventions des services publics en charge de la sécurité et de l'ordre public.

3.8.2.Connaissance des lieux

Le prestataire reconnaît avoir visité les lieux préalablement à l'élaboration de sa proposition et à la remise de son offre.

Le prestataire est réputé ainsi avoir une parfaite connaissance des lieux dont il doit assurer la surveillance et le gardiennage, ainsi que des contraintes liées à leur environnement.

3.8.3.Consignes

Les consignes seront annexées au marché. L'objectif est de mettre à disposition des agents, les informations et les instructions dont ils ont besoin pour exécuter leur mission.

3.9. Contraintes techniques

3.9.1. Aptitude, formation et qualification du personnel

Le prestataire s'engage à mener à bien la tâche confiée, conformément aux règles de l'art et en respectant toute la réglementation applicable à la prestation à réaliser.
À cet effet, elle constituera et emploiera l'équipe compétente nécessaire à la réalisation de la mission.

L'exercice d'une activité de sécurité étant soumise à agrément en vertu du livre VI du Code de la sécurité intérieure, l'agrément délivré par le Conseil National des Activités Privées de Sécurité (CNAPS) de la société et les cartes professionnelles des salariés dédiés à cette prestation devront être transmis à l'ONF avant signature du marché

Le prestataire fait sien le respect de la législation du travail et notamment le respect des horaires de travail et la mise à disposition des effectifs nécessaires à la réalisation de la prestation.

La société recrute, rémunère et emploie le personnel nécessaire, sous sa seule responsabilité au regard des charges sociales et fiscales. Les justificatifs, valables pour la durée du contrat, seront présentés à l'ONF à la signature du contrat et avant le début de la prestation.

La société couvre la responsabilité concernant les accidents de trajet ou de travail qui pourraient survenir à ses agents, du fait ou à l'occasion de l'exécution de ce qui est cité ci-dessus.

3.9.2. Horaires

Le respect des horaires est impératif. Le ou les agents devront arriver sur les sites dix minutes avant la prise de service afin de prendre connaissance des consignes et installer le poste de contrôle de l'entrée.

En cas de retard constaté du ou des agents de surveillance du prestataire par rapport aux horaires précisées sur les consignes, il sera appliqué une retenue de 80 € HT par heure de retard entamée. Cette retenue sera appliquée sur le montant de la facture correspondant à la prestation réalisée

3.9.3. Moyens matériels mis à disposition par le prestataire

Véhicule : vu l'étendue du domaine un véhicule non banalisé, portant le logo du prestataire, sera fourni au rondier par le prestataire.

Téléphone portable : Ou talkie-walkie. Le titulaire équipera ses agents de gardiennage d'un téléphone portable ou talkie-walkie en état de marche avec batterie chargée. Le matériel fourni sera obligatoirement contrôlé à chaque prise de poste. L'agent devra impérativement stipuler sur la main courante l'état de fonctionnement du matériel et en viser l'état. En cas de défaillance ou de perte d'un matériel, le délai de remplacement sera de 24 heures maximum.

Lampes torches : Le titulaire équipera ses agents de gardiennage d'une lampe torche puissante en état de marche avec batterie chargée. Le matériel fourni sera obligatoirement contrôlé à chaque prise de poste. L'agent devra impérativement stipuler sur la main courante l'état de fonctionnement du matériel et en viser l'état. En cas de défaillance ou de perte d'un matériel, le délai de remplacement sera de 24 heures maximum.

Tenue vestimentaire : Conformément à la législation en vigueur, tout salarié d'une société privée de sécurité doit revêtir une tenue professionnelle, qui ne doit pas porter confusion avec tout uniforme défini par les textes réglementaires (police, gendarmerie...). L'uniforme doit comporter au moins deux insignes : l'un reproduisant la dénomination sociale ou le sigle de l'entreprise de sécurité, l'autre l'activité de sécurité privée.

Aucun agent ne sera admis s'il n'est pas revêtu de sa tenue de travail professionnelle. Il en sera de même pour toutes les prestations spécifiques ou occasionnelles de gardiennage faisant l'objet d'une commande spécifique.

Carte professionnelle : dans l'exécution des missions, les agents devront justifier l'exercice de leur fonction au moyen d'une carte professionnelle accompagnée d'un badge d'identification avec photo d'identité porté visiblement.

À la fin du marché, le prestataire sera tenu de restituer au responsable ONF les clés des barrières qui lui auront été confiées à la signature du marché.

3.9.4. Moyens organisationnels

Protection du travailleur isolé : Le travailleur isolé est une personne hors de vue ou de portée de voix des autres. Conformément à l'article R 237-10, alinéa 1 du Code du Travail, le titulaire devra mettre en œuvre les dispositions nécessaires « pour qu'aucun salarié ne travaille isolément en un point où il ne pourrait être secouru à bref délai en cas d'accident ».

Trois solutions sont préconisées :

- Appel volontaire du travailleur vers le poste de surveillance selon des intervalles déterminés
- Appels périodiques ou irréguliers par le centre de surveillance avec acquittement par appui sur le bouton ou par réponse parlée
- solution automatique DATI -PTI (Dispositif d'alarme pour travailleur isolé – protection du travailleur isolé).

3.10. Contrôle des prestations

L'ONF désignera, dès la sélection de la société retenue, une ou plusieurs personnes physiques habilitées à vérifier l'exécution des prestations.

Le titulaire devra fournir la liste de son personnel et prévenir de chaque changement survenant au cours de l'exécution des prestations du contrat, qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de décision dans l'entreprise
- à la forme de l'entreprise
- à la raison sociale ou à sa dénomination
- à son adresse ou son siège social
- à son capital social

Et plus généralement : à toutes modifications ou anomalies importantes du fonctionnement de l'entreprise.

L'ONF aura la possibilité, chaque fois qu'elle le jugera nécessaire, de vérifier le travail des agents et notamment :

- la qualification du personnel
- la bonne connaissance des consignes d'application
- la présence et la bonne utilisation du matériel fourni
- la présence effective et la bonne tenue du personnel
- la bonne tenue des documents et des registres d'événements
- la vigilance des agents
- les temps moyens d'interventions
- le parcours de rondes : lieux et temps (si applicable)

Chaque visite ou contrôle effectué de manière aléatoire devra être signalé sur la main courante. En cas de non-conformité détectée lors d'un contrôle, la permanence téléphonique en sera immédiatement informée.

3.11. Obligations générales du titulaire

3.11.1. Le personnel

Le titulaire fait sien des problèmes d'horaires et d'effectifs. Il recrute, rémunère et emploie le personnel nécessaire, sous sa seule responsabilité, au regard des charges sociales et fiscales. Il couvre la responsabilité résultant des accidents de trajet ou de travail qui pourraient survenir à ses agents du fait ou à l'occasion de l'exécution du marché, et assure les contrôles médicaux obligatoires.

Tout salarié d'une société privée de sécurité doit justifier d'un casier judiciaire vierge. Il doit faire l'objet d'une enquête administrative par la Préfecture de son département, laquelle aura abouti à la délivrance d'une autorisation d'exercer des activités privées de sécurité.

Il est interdit aux entreprises exerçant des activités de surveillance et à leur personnel de s'immiscer ou d'intervenir à quelque moment et sous quelque forme que ce soit dans le déroulement d'un conflit du travail ou d'événements s'y rapportant. Il est également interdit de se livrer à une surveillance relative aux opinions politiques, religieuses et syndicales et de constituer des fichiers dans ce but. De même le code pénal punit les entraves à l'exercice des libertés d'expression, du travail, d'association, de réunion ou de manifestation.

Le port d'arme est totalement prohibé. Il est rappelé que les agents ne disposent, en matière d'intervention, d'aucune prérogative supérieure à celle d'un citoyen ordinaire (art 73 et art 223-6 du code pénal). Il ne peut se livrer à une fouille corporelle ou de sac, mais il peut demander à en voir le contenu. Il est formellement interdit d'appréhender un suspect, sauf pour porter secours à une personne en danger.

Les agents devront en outre faire preuve de politesse et de correction. Ils ne devront pas recevoir de visites personnelles durant leur vacation.

3.11.2. L'obligation de résultat

La responsabilité civile du prestataire de service repose sur deux fondements juridiques distincts : la responsabilité générale et la responsabilité contractuelle.

En ce qui concerne les sociétés privées de gardiennage et de sécurité, il s'agit d'une obligation de résultat par les engagements contractuels du présent marché.

3.11.3. La confidentialité et la discrétion professionnelle

Le titulaire s'engage à observer et à faire observer à son personnel, la plus stricte confidentialité sur toute information relative à l'ONF, notamment à l'égard des médias en cas de sinistres.

Les personnels du titulaire sont soumis aux dispositions légales et réglementaires qui régissent la profession.

3.11.4. Assurances et responsabilité

Le prestataire s'engage à maintenir un programme d'assurance qualité pour les services désignés ci-après conformément aux règles d'assurance qualité.

Le prestataire déclare être couvert par une assurance en responsabilité civile tant professionnelle que d'exploitation pour couvrir les risques qu'il encourt du fait de son activité dans l'enceinte du domaine de Bombannes, tant pour le compte de son personnel que pour sa responsabilité civile de chef d'entreprise et des conséquences pécuniaires des dommages corporels matériels et immatériels causés à des tiers par son personnel.

L'attestation valable pour la durée du contrat sera présentée au moment de la signature du contrat.

4. DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHÉ

Les documents contractuels constitutifs du présent marché sont, par ordre de priorité décroissante :

- l'Acte d'Engagement et le Bordereau des Prix Unitaires au présent marché ;
- le présent Cahier des Clauses Administratives et Techniques particulières (CCATP), dont l'exemplaire original, conservé dans les archives de l'ONF, fait seul foi ;
- Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de Fournitures Courantes et Services (CCAG-FCS 2021) ;
- les éventuels actes spéciaux de sous-traitance ;

A noter, les Clauses Générales d'Achat des prestations forestières en forêt publique étant réputées connues par les opérateurs économiques, elles ne sont pas matériellement jointes au dossier de consultation. Néanmoins, elles sont disponibles sur le site internet onf.fr/rubrique professionnels.

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du marché, ces dernières prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées ci-dessus.

5. CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION DU MARCHE

Le présent marché constitue la commande émise par le donneur d'ordre pouvoir adjudicateur. Le marché court dès sa notification.

6. PRIX ET MODALITES DE REGLEMENT

6.1. Unité monétaire

L'unité monétaire du marché est l'euro.

6.2. Forme et contenu des prix

6.2.1. Nature des prix

Le présent marché est traité à prix unitaire.

Le prix est fixé au Bordereau des Prix Unitaires de l'Acte d'Engagement du titulaire.

Le prix de règlement de chaque commande est déterminé en affectant aux quantités constatées, le prix unitaire figurant à l'Acte d'Engagement auquel s'appliquent les éventuels critères de pondération.

6.2.2. Contenu des prix

Tous les prix sont exprimés hors TVA.

Les prix sont unitaires et réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant les prestations prévues dans le présent marché.

6.3. Indemnisation

La diminution ou l'augmentation du montant contractuel du marché, quel qu'en soit le montant, ne donne droit à aucune indemnité pour le titulaire.

6.4. Variation dans les prix

Les prix sont fermes pour toute la durée du marché.

6.5. Modalités essentielles de paiement

6.5.1. Avance

Sans objet

6.5.2. Acomptes

Sans objet

6.5.3. Facturation

Les demandes de paiement seront envoyées de façon impersonnelle à l'ONF **de façon dématérialisée** dans les conditions précisées ci-après.

Les factures comportent les informations suivantes :

- le nom et l'adresse du titulaire ;
- le numéro du présent marché : (n° en 46xxxx communiqué au moment de la notification) ;
- les références du bon de commande afférent : (n° en 45xxx indiqué sur le bon de commande) ;

- le nom du service destinataire ;
- le SIRET de la DT de l'ONF : 662043116003020
- le détail des prestations réalisées, objet de la facturation ;
- la ou les dates de réalisation des prestations
- les prix HT, TTC et la TVA ;
- les modalités de règlement (référence du compte postal ou bancaire du titulaire) ;
- la date d'établissement de la facture ;

Les factures ne respectant pas ce formalisme seront rejetées par l'ONF.

Le titulaire ne pourra émettre les factures qu'à partir d'un seul numéro de SIRET, identifié dans l'acte d'engagement.

6.5.4.Transmission des factures

En application des dispositions de l'article L.2192-1 du Code de la commande publique, la transmission des factures s'effectue obligatoirement de manière électronique et sécurisée via le portail CHORUS Pro disponible à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Les informations nécessaires pour le portail Chorus Pro sont les suivantes :

- **Numéro de marché :**
Marché enregistré dans le logiciel SAP, sous format 460000XXXX.
- **Numéro d'engagement juridique :**
Bon de commande créé dans SAP et signé par l'ONF sous format 4500XXXXX.
- **Numéro d'identification :**
66204311603020 pour le siège de la Direction territoriale Centre Ouest Aquitaine.
- **Numéro de service exécutant :**
Ce numéro n'existe pas pour l'ONF.

6.5.5.Paiement des sous-traitants

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 € T.T.C, le sous-traitant, qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par le représentant du pouvoir adjudicateur, est payé directement, pour la partie du marché dont il assure l'exécution.

Pour le sous-traitant, le titulaire du marché joint une attestation de paiement direct indiquant la somme à régler directement à chaque sous-traitant concerné ou motive le refus de paiement. Ce montant tient compte d'une éventuelle variation des prix prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la T.V.A.

6.5.6.Délai global de paiement

Le paiement des sommes dues au titulaire du marché sera effectué par le comptable assignataire de l'ONF par virement sur le compte bancaire ou postal du titulaire qui fournira un relevé d'identité bancaire du compte sur lequel seront effectués les paiements.

Le délai global de paiement du présent marché est fixé à 60 jours conformément aux dispositions du titre IV de la loi n°2013-100 du 28 janvier 2013 et du décret n°2013-269 du 29 mars 2013.

Ce délai court à compter de la date de réception de la facture (ou de la demande de paiement pour les sous-traitants de 1er rang).

Le délai global de paiement sera automatiquement suspendu :

- si le Titulaire adresse sa demande de paiement à une autre adresse que celle fixée à l'article "facturation" du présent marché,
- si la facture comporte des prix différents de ceux prévus au marché ou des erreurs ou incohérences ne permettant pas son règlement,
- si le contrôle de la prestation prévu dans le présent CCATP n'a pas donné lieu à une admission.

Dans ce cas, une notification sera faite au Titulaire précisant les motifs s'opposant au paiement et les justificatifs complémentaires à fournir.

Le délai global de paiement est alors suspendu jusqu'à la remise de la totalité des justifications réclamées.

Le dépassement du délai global de paiement ouvre, de plein droit, le versement d'intérêts moratoires.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

Le retard de paiement donne également lieu au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, d'un montant de 40 euros.

Lorsque les frais de recouvrement exposés sont supérieurs au montant ci-dessus, le Titulaire peut demander au représentant du pouvoir adjudicateur une indemnisation complémentaire, sur justification.

6.5.7. Nantissement ou cession de créance

Le Titulaire pourra céder ou nantir sa créance, en partie ou en totalité, dans le respect des dispositions prévues par les articles R.2191-46 à R.2191-63 du code de la commande publique.

7. PENALITES

Toute violation des clauses du présent marché pourra être sanctionnée dans le cadre des dispositions prévues au CCAG FCS.

Le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'appliquer les pénalités suivantes.

7.1. Modalités de mise en œuvre

Quelle que soit la cause des pénalités, les réfections et toutes mesures modifiant les prix des soumissions seront retenues sur les factures suivantes.

Si elles n'étaient pas appliquées dans ces conditions, l'ONF pourrait les recouvrer par toutes voies de droit.

Les pénalités sont cumulables.

Si le titulaire se trouve dans l'impossibilité de respecter les délais contractuels, il lui incombe de signaler au représentant du pouvoir adjudicateur avant l'expiration de ces délais, les causes n'étant pas de son fait et qui font obstacle à l'exécution du marché.

7.2. Retard imputable à l'ONF

Lorsque le retard dans l'exécution est imputable à l'ONF, le délai d'exécution est automatiquement prolongé d'une durée égale à ce retard n'entraînant aucune pénalité pour le titulaire.

7.3. Pénalités pour non-conformité des formalités relatives au travail dissimulé

Conformément à l'article L8222-6 du code du travail, si le Titulaire ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L8221-3 à L8221-5 du même code, il pourra lui être appliqué, après mise en demeure restée sans effet, une pénalité journalière de 100 € HT, dans la limite des amendes encourues, en application des articles L8224-1, L8224-2 et L8224-5, et de 10 % du montant du marché.

8. DROIT, LANGUE

Les dispositions qui ne sont pas expressément prévues par le présent CCATP seront réglées conformément aux prescriptions du code de la commande publique.

Lorsqu'ils n'auront pu faire l'objet d'un règlement amiable entre les parties, les litiges survenus à l'occasion de l'exécution du présent marché seront de la compétence exclusive des juridictions administratives dans le ressort duquel le présent marché est exécuté. En cas de litige, le droit français est seul applicable.

Tous les documents constituant, accompagnant ou cités à l'appui de la candidature et de l'offre doivent être rédigés en français. Les documents rédigés en langue étrangère sont néanmoins acceptés s'ils sont

accompagnés d'une traduction en langue française dont l'exactitude est certifiée par un traducteur expert auprès des tribunaux (tribunaux français ou tribunaux du pays du candidat) et dont le nom et l'adresse seront indiqués.

Dans le cadre de l'exécution de ce marché, en tant que de besoin, le titulaire désignera un correspondant parlant français.

9. PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL

Le Titulaire doit se conformer strictement :

- aux lois, décrets, circulaires, et autres textes réglementaires se rapportant à l'emploi des travailleurs étrangers en situation irrégulière et aux règles d'emploi d'un salarié dans le secteur public,
- aux textes législatifs et réglementaires en vigueur en matière de sécurité sociale, législation du travail, législation fiscale.

9.1. Travailleurs étrangers

Les travailleurs étrangers doivent être munis du titre les autorisant à exercer une activité salariée en France lorsque la possession de ce titre est exigée en vertu soit de dispositions législatives ou réglementaires soit de traités ou accords internationaux.

9.2. Travail clandestin

Le Titulaire doit remettre au maître de l'ouvrage, tous les six mois durant l'exécution du marché, la pièce mentionnée aux articles D. 8254-2 à D.8254-5 du code du travail. Il s'agit de la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du code du travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail et justifiant de la régularité de la situation de son entreprise en vertu soit de dispositions législatives ou réglementaires soit de traités ou accords internationaux.

Le Titulaire du marché s'engage sur l'honneur à justifier de la régularité de la situation de son entreprise au regard des articles du code du travail relatifs au travail clandestin.

Les dispositions du présent article s'appliquent en cas de sous-traitance.

9.3. Travailleurs d'aptitudes physiques restreintes

La proportion maximale des travailleurs d'aptitudes restreintes et leur rémunération par rapport au nombre total des travailleurs de la même catégorie employés à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché seront conformes à la réglementation en vigueur.

9.4. Pièces et attestations à fournir

Conformément aux dispositions de l'article R.2143-7 du code de la commande publique, des articles L8222-1 à L8222-3, R8222-1 du code du travail, le Titulaire est tenu de produire tous les six mois et ce, de la notification jusqu'à la fin de l'exécution de le marché, l'ensemble des documents exigés au titre des articles D8222-5 ou D8222-7 et D8222-8 du Code du travail.

Les documents seront à enregistrer sur la plateforme ACTRADIS du prestataire en charge de la collecte des documents exigés au titre de la lutte contre le travail dissimulé, directement sur le site à l'adresse : www.actradis.fr

Fait à Bruges, le 16 avril 2025